

Art. 14 Behoudens de inwerkingtreding bedoeld in artikel 13, treedt dit decreet in werking op 1 april 2022.
Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 31 maart 2022.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,
Gelijke kansen en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vicepresident en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 320-1. - Amendement(en) in de commissie, nr. 320-2 - Verslag van de commissie, nr. 320-3 - In de commissie aangenomen tekst, nr. 320-4 - Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 320-5

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Zitting van 30 maart 2022

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2022/40899]

31 MARS 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française visant à octroyer aux milieux d'accueil de l'enfance un subside de renforcement en vue de garantir leur accessibilité et portant diverses dispositions en faveur de la qualité de l'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », article 2 ;

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, articles 7 et 15 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité et de l'accueil ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil ;

Vu le "test genre" du 8 décembre 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la naissance et de l'enfance, formulé le 24 novembre 2021 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2021 ;

Vu l'avis n° 70.757/4 du Conseil d'État, donné le 19 janvier 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'avis de l'Organe de concertation intra-francophone rendu en date du 23 décembre 2021 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des (co)accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s est inséré un 10° rédigé comme suit :

« 10° Plan d'action de renforcement de l'accessibilité : plan d'action pluriannuel élaboré par l'ONE portant sur un ensemble de dispositifs visant, tout en soutenant la qualité de l'accueil à accroître l'accessibilité des milieux d'accueil de la petite enfance par l'encouragement de l'optimisation de l'occupation des places d'accueil existantes au profit des publics les plus vulnérables, le développement de pratiques d'accessibilité inclusives et innovantes, en ce y compris vers les publics non-usagers ».

Art. 2. L'article 59 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La disposition prévue à l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas à la fonction de direction dans les crèches non subventionnées et dans les crèches bénéficiant du seul subside de base visé à l'article 97 dont la capacité d'accueil est égale ou inférieure à 28 places et ce sans préjudice du respect de l'article 21. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, au chapitre IV, section 2, il est inséré un article 86/1 rédigé comme suit :

« Art. 86/1. Tout droit au subside octroyé par l'ONE au pouvoir organisateur d'une crèche est soumis au respect des conditions suivantes :

1° la fourniture, selon les modalités fixées par l'ONE et communiquées par voie de circulaire, de l'inventaire du personnel du milieu d'accueil via le portail mis à disposition par l'ONE indiquant les sources de financement affectées à la rémunération de ce personnel ;

2° la participation de la crèche aux dispositifs prévus par les plans d'action de renforcement de l'accessibilité mis en place par l'ONE ».

Art. 4. A l'article 91 du même arrêté, le littéra 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° sans préjudice de l'application des règles du droit du travail, les lieux d'accueil du service d'accueil d'enfants doivent proposer un accueil d'au moins 176 jours par an, 4 jours par semaine et 10 heures par jour entier. » .

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 91/1 rédigé comme suit :

« Art. 91/1. Tout droit au subside octroyé par l'ONE au pouvoir organisateur d'un service d'accueil d'enfant est soumis au respect des conditions suivantes :

1° la fourniture, selon les modalités fixées par l'ONE et communiquées par voie de circulaire, de l'inventaire du personnel du milieu d'accueil via le portail mis à disposition par l'ONE. Cet inventaire indiquant les sources de financement affectées à la rémunération de ce personnel ;

2° la participation du Service d'Accueil d'Enfants aux dispositifs prévus par les plans d'action de renforcement de l'accessibilité mis en place par l'ONE. »

Art. 6. L'article 97, § 1^{er}, du même arrêté, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les crèches ne bénéficiant que du subside de base, en cas d'impossibilité juridique d'affecter le subside de base à du personnel de direction salarié ou statutaire, le subside peut être affecté au financement de personnel d'accueil des enfants salarié ou statutaire selon les modalités fixées par l'ONE. ».

Art. 7. L'article 97, § 2, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les pouvoirs organisateurs d'une crèche de 14 places peuvent opter soit pour le suivi médical par un référent santé de l'ONE soit par un médecin subventionné conformément aux modalités fixées aux alinéas 1^{er} et 2. ».

Art. 8. L'article 102, § 1^{er}, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Indépendamment du droit au subside visé aux alinéas précédents, l'engagement du personnel d'accueil des enfants par les Services d'accueil d'enfants peut faire l'objet de limitation fixée dans le contrat de gestion de l'ONE. ».

Art. 9. L'article 105, § 3, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les milieux d'accueil situés en Région wallonne, l'ONE calcule une enveloppe de déduction des aides à l'emploi régionales selon les modalités suivantes :

sur la base de la situation au 30 septembre 2021 pour les aides à l'emploi cofinancées résultant d'une programmation ou de la transformation du milieu d'accueil en crèche en application de l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil ;

sur la base de la moyenne des primes régionales et des déductions de charges patronales durant la période du 1^{er} octobre 2020 au 30 septembre 2021 pour les aides à l'emploi cofinancées autres que celles résultant d'une programmation ou de la transformation du milieu d'accueil en crèche en application de l'article 11, § 1^{er}, de l'arrêté de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil. ».

Art. 10. L'article 110, § 3, du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les services d'accueil d'enfants situés en Région wallonne, l'ONE calcule une enveloppe de déduction des aides à l'emploi régionales sur la base de la moyenne des primes régionales et des déductions de charges patronales durant la période du 1^{er} octobre 2020 au 30 septembre 2021. ».

Art. 11. À l'article 110 du même arrêté, est ajouté un § 5 rédigé comme suit :

« § 5. Lorsque le personnel d'accueil des enfants est un(e) accueillant(e) conventionné(e) au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, le forfait du pécule de vacances est octroyé pour l'intégralité de l'année si son contrat de travail entre en vigueur avant le 31 août de l'année de la conclusion de son contrat de travail à domicile et le forfait afférent à la prime de fin d'année est intégralement octroyé dès l'année de la conclusion de son contrat de travail à domicile. ».

Art. 12. A l'article 130, alinéa 3, du même arrêté, les mots « le 1^{er} janvier 2022 » sont remplacés par les mots « le 1^{er} janvier 2023 ».

Art. 13. L'article 130/1 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'article 87, 4°, un pouvoir organisateur de type société commerciale autorisé pour une crèche non subventionnée avant le 31 décembre 2021 peut bénéficier du subside de base visé à l'article 97 moyennant l'introduction dans ses statuts de dispositions correspondant aux conditions légalement fixées pour l'octroi de l'agrément des sociétés coopératives comme entreprise sociale. ».

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil

Art. 14. À l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 fixant le régime transitoire des milieux d'accueil, les mots « , avant le 1^{er} janvier 2020 » sont supprimés.

Art. 15. L'article 6 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans les co-accueils conventionnés autorisés pour la première fois avant le 1^{er} janvier 2020, le remplacement par une accueillante conventionnée en cas de départ d'une des co-accueillantes demeure possible pendant la période transitoire. Le remplacement des deux co-accueillantes par des accueillantes conventionnées est possible jusqu'au 31 décembre 2024 à condition que le pouvoir organisateur se soit engagé à transformer le co-accueil concerné en crèche. ».

Art. 16. À l'article 7 du même arrêté, les mots « sera prévue au cours de l'année 2021 » sont remplacés par les mots « sera réalisée au plus tard à la fin du premier semestre 2022 ».

Art. 17. Les quatre alinéas de l'article 10 du même arrêté sont intégrés dans un premier paragraphe.

Art. 18. Un paragraphe 2 est ajouté à l'article 10 du même arrêté libellé comme suit :

« § 2. Pour la fonction de direction, l'assimilation visée au paragraphe 1^{er} est étendue au personnel bénéficiant d'une convention en vigueur avec le pouvoir organisateur au 31 décembre 2021. ».

Art. 19. À l'article 12/1, alinéa 1^{er}, du même arrêté les mots jusqu'au 31 décembre 2022 sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 2023 ».

Art. 20. À l'article 12/1, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Durant la période s'étendant du 1^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2021, » sont remplacés par les mots « En 2022, »

Art. 21. Dans le Chapitre III du même arrêté est inséré un article 12/2 rédigé comme suit :

« Art. 12/2. § 1^{er}. Pour les crèches et les services d'accueil d'enfants, le subventionnement du personnel de direction selon les normes du subside de base visées respectivement aux articles 97 et 101 de l'arrêté autorisation et subvention sera appliqué à deux cinquièmes des milieux d'accueil en 2022, à trois cinquièmes des milieux d'accueil en 2023, à quatre cinquièmes des milieux d'accueil en 2024 et à l'ensemble de ces milieux d'accueil au plus tard à la fin de la période transitoire visée à l'article 6.

Pour les crèches relevant du subside d'accessibilité ou d'accessibilité renforcée, le subventionnement du personnel psycho-médico-social selon les normes visées à l'article 98 de l'arrêté autorisation et subvention, sera octroyé à deux cinquièmes des milieux d'accueil en 2022, à trois cinquièmes des milieux d'accueil en 2023, à quatre cinquièmes des milieux d'accueil en 2024 et à l'ensemble de ces milieux d'accueil au plus tard à la fin de la période transitoire visée à l'article 6.

Pour les crèches bénéficiant à minima du subside de base, les fonds propres dégagés grâce au financement du personnel de direction et le cas échéant, du personnel psycho-médico-social doivent être réinvestis par le pouvoir organisateur par priorité dans le financement du personnel d'accueil des enfants selon la norme visée à l'article 58 de l'arrêté autorisation et subvention ou de la norme visée à l'article 98 du même arrêté selon que la crèche dispose du seul subside de base ou également du subside d'accessibilité.

§ 2. Pour les crèches relevant du subside d'accessibilité ou d'accessibilité renforcée lorsque, par comparaison avec les normes de la réglementation existante, les normes du personnel de direction majorée des normes du personnel psycho-médico-social visées au paragraphe 1^{er} ne mènent pas au financement d'au moins 0,25 ETP, l'ONE assure le financement de 0,5 ETP de personnel d'accueil des enfants aussi longtemps que la norme de l'article 98 de l'arrêté autorisation et subsides n'est pas subsidiée pour ce type de personnel.

§ 3. Dans le cadre de la transition des milieux d'accueil collectifs vers le subventionnement en crèche avec subsides d'accessibilité ou subsides d'accessibilité renforcée, le pouvoir organisateur peut, au maximum pour moitié, remplacer le subsides destiné au temps de prestations subventionné portant sur les fonctions de direction et d'encadrement psychomédicosocial, pour l'affecter à due concurrence à un temps de prestations subventionné du personnel d'accueil dans le cas où il bénéficie d'aides à l'emploi pour son personnel de direction et d'encadrement psychomédicosocial. Les montants afférents aux aides à l'emploi sont déduits du subsides du poste de direction ou du poste psycho-médico-social subventionnés à concurrence des normes fixées au titre III de l'arrêté susmentionné et en Région Wallonne sont ajoutés à l'enveloppe visée à l'article 105, § 3, premier tiret, de l'arrêté autorisation et subvention.

§ 4. En 2024 au plus tard, l'ONE recueille auprès des crèches relevant du subsides d'accessibilité ou d'accessibilité renforcée, les informations nécessaires pour évaluer le coût du subventionnement du personnel d'accueil des enfants tel qu'il résulte des normes fixées à l'article 98 de l'arrêté autorisation et subvention.

§ 5. Tant que le pouvoir organisateur d'un milieu d'accueil collectif en transition vers le subventionnement en crèche avec subsides d'accessibilité ou du subsides d'accessibilité renforcée ne bénéficie pas de l'ensemble des subsides y afférents ou à minima des subsides visés au paragraphe 1^{er}, l'ONE lui octroie un subsides annuel de 250 euros par place autorisée.

Ce subsides est destiné à couvrir des frais en personnel de direction, de personnel psychomédicosocial ou du personnel d'accueil des enfants sans pouvoir excéder la norme de subventionnement prévue aux articles 98 à 100 de l'arrêté autorisation et subsides.

Le montant de ce subsides est lié à l'indice des prix à la consommation. ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité et de l'accueil*

Art. 22. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

1° pouvoir organisateur : personne qui organise l'accueil d'enfants dans le cadre des institutions, structures et services visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. » ;

2° milieu d'accueil : institutions, structures et services visés à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 3, du décret précité ;

3° personnel du milieu d'accueil : personnes qui participent à l'accueil des enfants ;

4° parents : personnes qui confient l'enfant au milieu d'accueil. ».

Art. 23. L'article 20 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 20. § 1^{er}. Le pouvoir organisateur établit un projet d'accueil et en délivre copie aux parents, le cas échéant, sous une forme synthétique et aisément lisible. Dans tous les cas, il tient la version complète à disposition des personnes qui confient l'enfant qui en font la demande.

Le projet d'accueil comporte au moins les informations suivantes :

1° le type d'accueil organisé et le public accueilli ;

2° le contexte institutionnel dans lequel s'insère l'organisation de l'accueil ;

3° la participation financière éventuelle et son mode de fixation ;

- 4° la composition de l'équipe avec le taux d'encadrement pratiqué et la qualification du personnel ;
 5° la description des choix méthodologiques ainsi que des actions concrètes mise en œuvre pour tendre vers les objectifs visés au chapitre II du présent code de qualité ;
 6° le processus d'évaluation du projet d'accueil prévu ;
 7° le règlement d'ordre intérieur lorsqu'il n'est pas déjà prévu par une autre réglementation.

§ 2. Le projet d'accueil est élaboré en concertation avec le personnel du milieu d'accueil et fait l'objet d'une consultation des parents, au plus tard dans l'année qui suit l'ouverture du milieu d'accueil et qui suit le renouvellement de l'agrément ou la reconnaissance du milieu d'accueil. ».

Art. 24. Le Chapitre IV du même arrêté est abrogé.

Art. 25. Dans le même arrêté est inséré un nouvel article 21 rédigé comme suit :

« Art. 21. Le pouvoir organisateur s'assure que le personnel de son ou de ses milieux d'accueil a une bonne compréhension du projet d'accueil et y conforme ses pratiques éducatives.

Le pouvoir organisateur développe et encourage auprès du personnel de son ou de ses milieux d'accueil une dynamique d'amélioration permanente de la qualité. ».

Art. 26. Dans le même arrêté est inséré un nouvel article 22 rédigé comme suit :

« Art. 22. Le projet d'accueil fait l'objet d'une évaluation régulière à laquelle sont associés le personnel du milieu d'accueil et les parents.

Le projet d'accueil est mis à jour au moins tous les cinq ans notamment en fonction des résultats du processus d'évaluation. ».

Art. 27. Le Chapitre V du même arrêté devient le Chapitre IV.

Art. 28. A l'article 25 du même arrêté, les mots « et soutenir la mise en œuvre » sont insérés entre les mots « faire connaître » et « le présent code ».

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles 9, 10, 12, 15, 16 et 20 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 11 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Art. 30. La Ministre de l'Enfance est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 mars 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des femmes,
 B. LINARD

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2022/40899]

31 MAART 2022. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot toekenning van een verstevigings-subsidie aan opvangvoorzieningen voor kinderen om de toegankelijkheid ervan te garanderen en houdende diverse bepalingen ten gunste van de kwaliteit van de opvang

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van het « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », artikel 2;

Gelet op het decreet van 21 februari 2019 betreffende de versteviging van de kwaliteit en de toegankelijkheid van de opvang van jonge kinderen in de Franse Gemeenschap, de artikelen 7 en 15;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteits- en opvangcode;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen ;

Gelet op de "gendertest" van 8 december 2021 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap ;

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van het "Office de la naissance et de l'enfance", gegeven op 24 november 2021 ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2021 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 16 december 2021 ;

Gelet op het advies nr. 70.757/4 van de Raad van State, gegeven op 19 januari 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van het intra-Franstalig overlegorgaan, gegeven op 23 december 2021;

Op de voordracht van de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders.

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 2 mei 2019 houdende de vergunnings- en subsidieregeling voor kinderdagverblijven, diensten voor kinderopvang en zelfstandige (mede)onthaalouders wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt :

« 10° Actieplan voor de versterking van de toegankelijkheid: meerjarenactieplan opgesteld door ONE met betrekking tot een reeks mechanismen die, naast de ondersteuning van de kwaliteit van de opvang, de toegankelijkheid van opvangvoorzieningen voor jongere kinderen moeten verhogen door de optimalisering van de bezetting van de bestaande opvangplaatsen te bevorderen ten behoeve van de meest kwetsbare groepen, de ontwikkeling van inclusieve en innovatieve toegankelijkheidspraktijken, ook voor niet-gebruikersgroepen ».

Art. 2. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De bepaling bedoeld in het eerste lid is niet van toepassing op de directiefunctie in niet-gesubsidieerde kinderdagverblijven en in kinderdagverblijven die enkel in aanmerking komen voor de basissubsidie bedoeld in artikel 97 waarvan de opvangcapaciteit gelijk is aan of lager is dan 28 plaatsen en dit, onverminderd de naleving van artikel 21. ».

Art. 3. In hetzelfde besluit, in hoofdstuk IV, afdeling 2, wordt een artikel 86/1 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 86/1. Elk recht op een subsidie toegekend door "ONE" aan de inrichtende macht van een kinderdagverblijf is onderworpen aan de naleving van de volgende voorwaarden:

1° het ter beschikking stellen, in overeenstemming met de nadere regels bepaald door ONE en meegedeeld per omzendbrief, van de inventaris van het personeel van de opvangvoorziening via het door ONE ter beschikking gestelde portaal met vermelding van de financieringsbronnen die zijn toegewezen aan de bezoldiging van dit personeel;

2° de deelname van het kinderdagverblijf aan systemen voorzien in de actieplannen ter versteviging van de toegankelijkheid die door ONE worden ingevoerd ».

Art. 4. In artikel 91 van hetzelfde besluit wordt littera 3° vervangen als volgt:

« 3° onverminderd de toepassing van de regels van het arbeidsrecht moeten de opvangvoorziening van de dienst voor kinderopvang een opvang aanbieden van ten minste 176 dagen per jaar, 4 dagen per week en 10 uur per hele dag. ».

Art. 5. In hetzelfde besluit wordt een artikel 91/1 ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 91/1. Elk recht op een subsidie toegekend door "ONE" aan de inrichtende macht van een dienst voor kinderopvang is onderworpen aan de naleving van de volgende voorwaarden:

1° het ter beschikking stellen, in overeenstemming met de nadere regels bepaald door ONE en meegedeeld per omzendbrief, van de inventaris van het personeel van de opvangvoorziening via het door ONE ter beschikking gestelde portaal. Deze inventaris vermeldt de financieringsbronnen die zijn toegewezen aan de bezoldiging van dit personeel;

2° de deelname van de Dienst voor kinderopvang aan stelsels bepaald in de actieplannen ter versterking van de toegankelijkheid die door ONE worden ingevoerd. ».

Art. 6. Artikel 97, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Voor de kinderdagverblijven die enkel de basissubsidie genieten, kan in geval van wettelijke onmogelijkheid om de basissubsidie toe te kennen aan het loontrekkende of vastbenoemde directiepersoneel, de subsidie worden toegekend aan de financiering van het loontrekkende of vastbenoemde personeel voor kinderopvang volgens de nadere regels bepaald door ONE. ».

Art. 7. Artikel 97, § 2, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« De inrichtende machten van een kinderdagverblijf van 14 plaatsen kunnen ofwel kiezen voor medische begeleiding door een gezondheidsbegeleider van ONE ofwel door een gesubsidieerde arts overeenkomstig de nadere regels bepaald in het eerste en tweede lid. ».

Art. 8. Artikel 102, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« Onafhankelijk van het recht op de subsidie bedoeld in de vorige leden kunnen aan de aanwerving van het personeel van kinderopvang door de diensten voor kinderopvang beperkingen worden gesteld die zijn vastgelegd in de beheerovereenkomst van ONE. ».

Art. 9. Artikel 105, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« Voor de opvangvoorzieningen gevestigd in het Waals Gewest berekent ONE een aftrekbedrag voor de gewestelijke werkgelegenheidssteun volgens de volgende nadere regels:

- op basis van de toestand op 30 september 2021 voor gecofinancierde werkgelegenheidssteun die voortvloeit uit de programmering of omvorming van de opvangvoorziening in een kinderdagverblijf overeenkomstig artikel 11, § 1, van het besluit van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen;

- op basis van het gemiddelde van gewestelijke premies en inhoudingen op werkgeverslasten gedurende de periode van 1 oktober 2020 tot 30 september 2021 voor andere gecofinancierde werkgelegenheidssteun dan die voortvloeiend uit een programmering of omvorming van de opvangvoorziening in een kinderdagverblijf met toepassing van artikel 11, § 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen. ».

Art. 10. Artikel 110, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« Voor de diensten voor kinderopvang gevestigd in het Waals Gewest berekent ONE een aftrekbedrag voor de gewestelijke werkgelegenheidssteun op basis van het gemiddelde van de gewestelijke premies en inhoudingen op werkgeverslasten gedurende de periode van 1 oktober tot 30 september 2021. ».

Art. 11. In artikel 110 van hetzelfde besluit wordt een § 5 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 5. Wanneer het personeelslid van de kinderopvang een kinderopvang(ster) onder overeenkomst is in de zin van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, wordt het vast bedrag van het vakantiegeld toegekend voor het hele jaar indien zijn arbeidsovereenkomst in werking treedt vóór 31 augustus van het jaar van afsluiting van zijn arbeidsovereenkomst thuis en wordt het vast bedrag met betrekking tot de eindejaarspremie volledig toegekend vanaf het jaar van afsluiting van zijn arbeidsovereenkomst thuis. ».

Art. 12. In artikel 130, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « op 1 januari 2022 » vervangen door de woorden « op 1 januari 2023 ».

Art. 13. Artikel 130/1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

« In afwijking van artikel 87, 4°, kan een inrichtende macht van het type handelsvennootschap met een vergunning voor een kinderdagverblijf dat niet vóór 31 december 2021 gesubsidieerd is, in aanmerking komen voor de basissubsidie bedoeld in artikel 97 op voorwaarde dat in haar statuten bepalingen worden opgenomen die overeenkomen met de wettelijk vastgestelde voorwaarden voor de toekenning van de erkenning van de coöperatieve verenigingen als sociale onderneming. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen.*

Art. 14. In artikel 6, derde lid, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2019 tot bepaling van de overgangsregeling voor de opvangvoorzieningen worden de woorden « ,vóór 1 januari 2020 2020 » geschrapt.

Art. 15. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"In het geval van geconventioneerd co-onthaal waarvoor voor het eerst vóór 1 januari 2020 een vergunning is verleend, blijft vervanging door een geconventioneerde vrouwelijke onthaalouder bij vertrek van een van de co-onthaalouders tijdens de overgangperiode mogelijk. De vervanging van de twee lede-onthaalouders door erkende kinderdagverblijven is mogelijk tot en met 31 december 2024, mits de inrichtende macht zich ertoe heeft verbonden het betrokken mede-onthaal om te vormen tot een kinderdagverblijf.

Art. 16. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden "zal worden gepland in de loop van het jaar 2021" vervangen door de woorden "zal worden uitgevoerd uiterlijk aan het einde van het eerste semester van 2022".

Art. 17. De vier leden van artikel 10 van hetzelfde besluit worden geïntegreerd in een eerste paragraaf.

Art. 18. Aan artikel 10 van hetzelfde besluit wordt een nieuwe paragraaf 2 toegevoegd, die als volgt luidt:

"Wat het directieambt betreft, wordt de in lid 1 bedoelde gelijkstelling uitgebreid tot het personeel dat op 31 december 2021 een overeenkomst met de inrichtende macht heeft.

Art. 19. In artikel 12/1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "tot 31 december 2022" vervangen door de woorden "tot 31 december 2023".

Art. 20. In artikel 12/1, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "In de periode die loopt van 1 juli 2020 tot en met 31 december 2021," vervangen door de woorden "In 2022,".

Art. 21. In hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt een artikel 12/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 12/2. § 1. Voor crèches en opvangdiensten wordt de subsidie voor het directiepersoneel volgens de basissubsidienormen, bedoeld in respectief de artikelen 97 en 101 van het vergunnings- en subsidiebesluit, toegepast op twee vijfde van de opvangdiensten in 2022, op drie vijfde van de opvangdiensten in 2023, op vier vijfde van de opvangdiensten in 2024 en op al deze opvangdiensten uiterlijk op het einde van de overgangperiode, bedoeld in artikel 6.

Voor de crèches die onder de subsidie toegankelijkheid of verhoogde toegankelijkheid vallen, wordt de subsidie voor psycho-medisch-sociaal personeel volgens de normen bedoeld in artikel 98 van het vergunnings- en subsidiebesluit toegekend aan twee vijfde van de opvangdiensten in 2022, aan drie vijfde van de opvangdiensten in 2023, aan vier vijfde van de opvangdiensten in 2024 en aan al deze opvangdiensten uiterlijk op het einde van de overgangperiode bedoeld in artikel 6.

Voor de crèches die minstens de basissubsidie ontvangen, moeten de eigen middelen die worden gegenereerd door de financiering van het directiepersoneel en, in voorkomend geval, van het psycho-medisch-sociaal personeel, door de inrichtende macht bij voorrang opnieuw worden geïnvesteerd in de financiering van het personeel van de kinderopvang volgens de norm bedoeld in artikel 58 van het vergunnings- en subsidiebesluit of de norm bedoeld in artikel 98 van hetzelfde besluit, naargelang de crèche alleen de basissubsidie al dan niet ook de toegankelijkheidssubsidie ontvangt.

§ 2 Voor crèches die de subsidie toegankelijkheid of verhoogde toegankelijkheid ontvangen wanneer, in vergelijking met de normen van de bestaande regelgeving, de normen voor het directiepersoneel plus de normen voor het psycho-medisch-sociaal personeel, bedoeld in de eerste paragraaf, niet leiden tot de financiering van ten minste 0,25 VTE, staat ONE in voor de financiering van 0,5 VTE aan kinderopvangpersoneel zolang de norm van artikel 98 van het vergunnings- en subsidiebesluit voor dit type personeel niet wordt gesubsidieerd.

§ 3. In het kader van de overgang van collectieve kinderopvangvoorzieningen naar gesubsidieerde kinderdagverblijven (crèches) met een toegankelijkheidssubsidie of een verhoogde toegankelijkheidssubsidie, kan de inrichtende macht maximaal de helft van de subsidie bestemd voor gesubsidieerde directieambten en voor psycho-medisch-sociaal begeleidingsambten vervangen en toewijzen aan gesubsidieerde opvangtijd indien zij voor haar directiepersoneel en personeel voor psycho-medisch-sociale begeleiding werkgelegenheidssteun ontvangt. De bedragen met betrekking tot de werkgelegenheidssteun worden in mindering gebracht van de subsidie voor de gesubsidieerde directieambt of psycho-medisch-sociaal ambt volgens de normen van titel III van het voornoemde besluit en worden in het Waals Gewest toegevoegd aan de enveloppe bedoeld in artikel 105, § 3, eerste streepje, van het vergunnings- en subsidiebesluit.

§ 4 Uiterlijk in 2024 verzamelt ONE bij de crèches die in aanmerking komen voor de subsidie toegankelijkheid of verhoogde toegankelijkheid de nodige gegevens om de kostprijs van de subsidiëring van het personeel van de kinderopvang te evalueren zoals die voortvloeit uit de normen van artikel 98 van het vergunnings- en subsidiebesluit.

§ 5. Zolang de inrichtende macht van een collectieve kinderopvangvoorziening in overgang naar gesubsidieerde kinderopvang met toegankelijkheidssubsidie of verhoogde toegankelijkheidssubsidie niet alle relevante subsidies of ten minste de subsidies bedoeld in paragraaf 1 ontvangt, verleent ONE haar een jaarlijkse subsidie van 250 euro per toegelaten plaats.

Deze subsidie dient ter dekking van de kosten van het leidinggevend personeel, het psycho-medisch-sociaal personeel of het personeel van de kinderopvang, zonder dat de subsidiëeringsnorm van de artikelen 98 tot 100 van het vergunnings- en subsidiebesluit wordt overschreden.

Het bedrag van deze subsidie is gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aan het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteits- en opvangcode*

Art. 22. Artikel 1 van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteits- en opvangcode wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° inrichtende macht : een persoon die de opvang van kinderen organiseert in het kader van de instellingen, structuren en diensten bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, van het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het Office de la Naissance et de l'Enfance, afgekort “ONE”;

2° opvangmilieu : instellingen, structuren en diensten bedoeld in artikel 2, § 1, derde lid, van het voornoemde decreet;

3° personeel van het opvangmilieu: personen die deelnemen aan de opvang van kinderen

4° ouders : personen die het kind aan het opvangmilieu toevertrouwen.

Art. 23. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling:

“Art. 20 § 1. De inrichtende macht stelt een opvangplan op en verstrekt de ouders, in voorkomend geval, een afschrift daarvan in beknopte en gemakkelijk leesbare vorm. In alle gevallen stelt zij de volledige versie ter beschikking van de personen die het kind toevertrouwen en die daarom verzoeken.

Het opvangproject moet ten minste de volgende informatie bedragen:

1° het type georganiseerde opvang en het ontvangen publiek;

2° de institutionele context waarin de opvang wordt georganiseerd;

3° de eventuele financiële bijdrage en de wijze waarop deze wordt bepaald;

4° de samenstelling van het team, met inbegrip van de ratio van de begeleiding en de bevoegdheden van het personeel;

5° een beschrijving van de methodologische keuzes en concrete acties die worden uitgevoerd om de doelstellingen bedoeld in hoofdstuk II van deze kwaliteitscode te bereiken

6° het evaluatieproces van het geplande opvangproject;

7° het huishoudelijk reglement, voor zover daarin niet reeds door andere reglementen is voorzien.

§ 2. Het opvangproject wordt opgesteld in overleg met het personeel van het kinderopvangmilieu en de ouders worden geraadpleegd uiterlijk binnen een jaar na de opening van het kinderopvangmilieu en na de verlenging van de erkenning of de erkenning van het kinderopvangmilieu.

Art. 24. Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 21 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. 21. De inrichtende macht zorgt ervoor dat het personeel van haar opvangmilieu(s) een goed begrip heeft van het opvangproject en zijn pedagogische praktijken daarop afstemt.

De inrichtende machten ontwikkelt en stimuleert een dynamiek van permanente kwaliteitsverbetering onder het personeel van haar opvangmilieu(s).

Art. 26. In hetzelfde besluit wordt een nieuw artikel 22 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. 22. Het project voor kinderopvang wordt regelmatig geëvalueerd in overleg met het personeel van het kinderopvangmilieu en de ouders.

Het opvangproject wordt ten minste om de vijf jaar bijgewerkt, met name op basis van de resultaten van het evaluatieproces”.

Art. 27. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt Hoofdstuk IV.

Art. 28. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden na de woorden “deze code bekendmaken” de woorden “en de uitvoering ondersteunen” ingevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 29. Dit decreet heeft uitwerking met ingang van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van lid 1 treden de artikelen 9, 10, 12, 15, 16 en 20 in werking op 1 januari 2022.

In afwijking van lid 1 treedt artikel 11 in werking op 1 januari 2021.

Art. 30. De minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 maart 2022.

Voor de regering:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

